

Unité départementale de Rouen-Dieppe  
1 rue Dufay  
76100 Rouen

Rouen, le 29/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/05/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DS SMITH PAPER ROUEN**

Rue Desire Granet  
B.P. 551  
76800 Saint-Étienne-Du-Rouvray

Références : UDRD-2026-05-T-197  
Code AIOT : 0005801044

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement DS SMITH PAPER ROUEN implanté Rue Désiré Granet BP 551 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray. L'inspection a été annoncée le 17/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'est tenue dans le cadre de l'instruction du porter à connaissance sur les modifications apportées à la chaudière n°17 entre le projet autorisé par arrêté préfectoral du 29 décembre 2022 et l'installation réelle. Suite aux nombreux échanges entre l'inspection et l'exploitant, il a été décidé de constater sur site la nature des déchets entrants dans la chaudière n°17 afin de statuer sur leur classement administratif au titre des rubriques ICPE (2771 et 3520 pour la co-incinération) et de déterminer le BREF (LCP ou WI) applicable à l'installation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DS SMITH PAPER ROUEN
- Rue Désiré Granet BP 551 76800 Saint-Étienne-du-Rouvray

- Code AIOT : 0005801044
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site DS SMITH PAPER ROUEN produit de la pâte à papier et du papier à partir de déchets entrant de balles de papier. Le site est autorisé au titre de plusieurs rubriques ICPE, notamment au titre de la rubrique 3610 relative à la fabrication du papier.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AR - 3
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Traçabilité : registre des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Porter à connaissance du 4 avril 2025 : IED / BREF LCP ou WI	Autre du 04/05/2025, article 4	Sans objet
3	Respect de la hiérarchie de traitement et du principe de proximité	Code de l'environnement du 31/07/2020, article L.541-2-1-I et II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de constater que les déchets de bois externes et les déchets internes de la papeterie (appelés sous produits /refus de pulpeurs W1 et W2 par l'exploitant) alimentant la chaudière n°17 ne répondent pas à la définition réglementaire de la biomasse telle que spécifiée au point 31 de l'article 3 de la Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) (refonte) dite IED, définition reprise à la rubrique n°2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Ainsi, l'installation est soumise aux rubriques 2771 et 3520 de la nomenclature ICPE et relève de l'application du BREF Incinération de déchets (WI) et non du BREF grandes installations de combustion (LCP). De plus, en tant qu'installation de co-incinération, la puissance de l'installation est quand même prise en compte dans le calcul de la puissance installée pour la rubrique 3110 mais elle n'est pas soumise aux arrêtés ministériels de prescriptions générales liés à cette rubrique. L'installation est donc soumise à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520.

Par ailleurs, lors de la visite, il a été constaté que l'exploitant n'a pas mis en place les registres exigés par l'article R.541-43 du code de l'environnement. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place ces registres sous 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance du 4 avril 2025 : IED / BREF LCP ou WI

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 04/05/2025, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets entrants
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Dans son porté à connaissance complété (tableau n°5 analyse de conformité à l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif à l'incinération), la société DS SMITH indique réceptionner les déchets suivants, comme combustibles pour la chaudière biomasse n°17:</b> Des déchets de bois, dont les codes déchets sont: <ul style="list-style-type: none"><li>• 03 01 01 : déchets d'écorce et de liège;</li><li>• 03 01 05 : sciure de bois, copeaux, chutes, bois, panneaux de particules et placages autres que ceux visés à la rubrique 03 01 04;</li><li>• 15 01 03 : emballages en bois ;</li><li>• 17 02 01 : bois déchets de construction et démolition ;</li><li>• 19 12 07 : bois déchets provenant du traitement mécanique des déchets (par exemple, tri, broyage, compactage, granulation) non spécifiés ailleurs ;</li><li>• 20 01 38 : bois déchets municipaux.</li></ul> Des sous-produits papetiers, sous le code 03 03 99.  Il précise que cette chaudière ne brûlera pas de biomasse au sens de la Directive (UE) 2015/2193.  <b>DIRECTIVE 2010/75/UE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles</b> Article 3 point 31. «biomasse»: les produits suivants: a) les produits composés d'une matière végétale agricole ou forestière susceptible d'être employée comme combustible en vue d'utiliser son contenu énergétique; b) les déchets ci-après: i) déchets végétaux agricoles et forestiers; ii) déchets végétaux provenant du secteur industriel de la transformation alimentaire, si la chaleur produite est valorisée; iii) déchets végétaux fibreux issus de la production de pâte vierge et de la production de papier à partir de pâte, s'ils sont coïncinérés sur le lieu de production et si la chaleur produite est valorisée; iv) déchets de liège; v) déchets de bois, à l'exception des déchets de bois qui sont susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement, y compris notamment les déchets de bois de ce type provenant de déchets de construction ou de démolition;  <b>DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2021/2326 DE LA COMMISSION du 30 novembre 2021 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion</b> Champ d'application ... Les présentes conclusions sur les MTD ne concernent pas les activités et installations suivantes: l'élimination ou la récupération des déchets dans : — les installations d'incinération des déchets (telles que définies à l'article 3, point 40), de la

directive 2010/75/UE,

- les installations de coïncinération de déchets dont plus de 40 % de la chaleur produite proviennent de déchets dangereux,
- les installations de coïncinération de déchets qui ne brûlent que des déchets, sauf si ceux-ci sont composés au moins partiellement de biomasse telle que définie à l'article 3, point 31 b) de la directive 2010/75/UE, déjà couvertes par les conclusions sur les MTD pour l'incinération des déchets.

#### **Constats :**

Les codes déchets 03 01 01 et 15 01 03 indiqués dans le porter à connaissance relèvent de la définition IED de la Biomasse (b)IV et b)V du Point 31 de l'article 3) de la directive 2010/75/UE. Les autres codes peuvent relever ou non de cette définition selon qu'ils contiennent des produits de traitement, des revêtements, des peintures, etc. En conséquence cette liste de code établit que la chaudière reçoit des déchets de biomasse au sens IED du terme et d'autres déchets non dangereux, ce qui justifie son classement au titre des rubriques 2771 et 3520 de la nomenclature des ICPE mais implique que le BREF applicable serait le BREF LCP puisque les déchets 03 01 01 et 15 01 03 sont des flux de biomasse visés par la définition IED.

**Le but de la visite est donc de vérifier quel est le BREF applicable à l'installation selon l'utilisation ou non de combustible relevant de la définition IED de la biomasse.**

Lors de la visite, il a été constaté que la chaudière "biomasse", ou chaudière n°17, est alimentée par deux flux qui disposent chacun d'un poste de déchargement, d'une chaîne de pré-tri des métaux et des éléments grossiers avant stockage en silo. Une ligne est dédiée à la réception des "sous-produits W1 et W2" de la papeterie qui sont des refus de pulpeurs et l'autre est dédiée aux déchets dits de "bois B" issus de filières extérieures. Le flux de combustible envoyé sur la chaudière est composé d'un mélange 80/20 de ces déchets de bois et de pulpeur après passage dans une dernière étape de préparation (affinage du tri et mélange).

Concernant les déchets de pulpeurs qui représentent 20% du combustible envoyé vers la chaudière : le site produit de la pâte à papier pour carton à partir de papiers recyclés issus des centres de tri de déchets ménagers recyclables (emballages et papiers collectés en sac, poubelle jaune ou point d'apport volontaire). Ainsi, le papier usagé à recycler contient une fraction importante de résidus d'emballage en plastiques ou métalliques (canette par exemple). Ces indésirables sont retenus lors de l'étape de fabrication de la pulpe de papier dans les refus des pulpeurs. Ces refus constituent les sous-produits papetiers alimentant la chaudière n°17. Ainsi, ils contiennent une part importante de fibre cellulosique mélangée à des restes d'emballages en plastique ou métalliques (dont aluminium).

**Les refus de pulpeurs W1 et W2 ne relèvent donc pas de la définition de la biomasse** telle que spécifiée au point 31 de l'article 3 de la Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) (refonte) dite IED, définition reprise à la rubrique n°2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Concernant les déchets de bois qui représentent 80% du combustible envoyé vers la chaudière : le contrat d'approvisionnement stipule qu'il s'agit de déchets non-dangereux et classés 2017-3C-BFVBD selon le référentiel de l'ADEME et qu'ils ne sont pas utilisables dans les installations de combustion relevant de la rubrique 2910 des ICPE. L'inspection a constaté lors de la visite qu'il s'agit de déchets de bois assez grossièrement broyés contenant des débris de bois transformés, et/ou agglomérés, collés, vernis, revêtus, peints, mélangés à des débris de mousse, des débris de pièces métalliques ou plastiques issus de débris de mobilier ou huisseries.

**Il s'agit donc de déchets de bois ne relevant pas du B)V) de la définition IED de la biomasse.**

L'exploitant a déclaré lors de la visite qu'il ne souhaite pas recevoir de déchet relevant de la définition IED de la biomasse (pas de bois issus d'emballage propre, pas de bois forestier, pas de fibre issue de pâte vierge, etc... Il ne recevra pas de déchets relevant du code 03 01 01). Les contrats d'approvisionnement en bois B consultés par l'inspection stipulent qu'il s'agit de déchets de bois non éligibles à la combustion en installation relevant de la rubrique ICPE 2910-B. Il ne s'agit donc pas de biomasse au sens stricte de la directive IED.

Il a été constaté que ni les sous-produits papetiers issus du site de production, ni le bois déchets, utilisés comme combustible dans la chaudière n°17, ne répondent à la définition de la biomasse mentionnée à l'article 3, point 31 b) de la directive 2010/75/UE (directive IED) et reprise dans la rubrique 2910 de la nomenclature des ICPE.

**Ainsi, l'installation est soumise aux rubriques 2771 et 3520 de la nomenclature et relève de l'application du BREF Incinération de déchets (WI) et non du BREF grandes installations de combustion (LCP).**

De plus, en tant qu'installation de co-incinération, la puissance de l'installation est prise en compte dans le calcul de la puissance installée pour la rubrique 3110 mais elle n'est pas soumise aux arrêtés ministériels de prescriptions générales liés à cette rubrique. L'installation est donc soumise à l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520.

**Relevé de décision:**

**Si l'arrêté d'autorisation en vigueur vise bien la rubrique 3520, il conviendra à l'issue de l'instruction du dossier de PAC d'actualiser la table des activités du site pour y intégrer la rubrique ICPE 2771.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Traçabilité : registre des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité : registre des déchets

**Prescription contrôlée :**

I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]

II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes :

1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ;

2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ;

3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ;

4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ;

5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon

<p>les dispositions de l'article L. 541-4-3.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent. [...]</p> <p>III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu. La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La chaudière n°17 est une installation de traitement soumise à la rubrique 2771 (installation de traitement thermique de déchets non dangereux). L'exploitant déclare ne pas avoir mis en place les registres des déchets entrants et sortants de l'installation.</p> <p>Pour mémoire, le contenu des registres est décrit dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.</p> <p>La chaudière n°17 est une installation de co-incinération de déchets non-dangereux. Aussi, elle n'est pas soumise à l'obligation de verser les données relatives aux déchets non dangereux entrants et sortants de ces registres au Registre National des Déchets, Terres excavées et Sédiment (RNDTS) géré par à la base de données nationales Trackdéchets.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande n°1 : l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place les registres chronologiques des déchets entrants et sortants de son site et de les tenir à disposition de l'inspection, sous 3 mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 3 : Respect de la hiérarchie de traitement et du principe de proximité**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/07/2020, article L.541-2-1-I et II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Hiérarchie de traitement - principe de proximité
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>I.-Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant le principe de proximité et la hiérarchie des modes de traitement définis au II de l'article L. 541-1. L'ordre de priorité du mode de traitement peut notamment être modifié pour certains types de déchets si cela est prévu par un plan institué en application des articles L. 541-11-1, L. 541-13, L. 541-14 ou L. 541-14-1 couvrant le territoire où le déchet est produit. Cet ordre de priorité peut également être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. La personne qui produit ou détient les déchets tient alors à la disposition de l'autorité compétente les justifications nécessaires.</p> <p>II.-Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer dans des installations de stockage de déchets que des déchets ultimes.</p> <p>Est ultime au sens du présent article un déchet qui n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux.</p> <p>Les producteurs ou les détenteurs de déchets ne peuvent éliminer ou faire éliminer leurs déchets dans des installations de stockage ou d'incinération de déchets que s'ils justifient qu'ils respectent les obligations de tri prescrites au présent chapitre.</p> <p>Le troisième alinéa du présent II n'est pas applicable aux résidus de centres de tri.</p>
<b>Constats :</b>  <p>La chaudière n°17 est une installation de valorisation énergétique des déchets de sous-produits papetiers, produits sur le site, et de déchets bois. La provenance de ces derniers est limitée aux régions Normandie et Ile-de-France dans le plan d'approvisionnement. Le contrat entre l'exploitant et son fournisseur mentionne ce principe de proximité.</p> <p>Un examen par sondage de la liste des sites d'approvisionnement en bois déchets n'a pas mis en évidence de non-conformité sur ce point.</p> <p>Dans ses déclarations GERE pour les années 2023, 2024 et 2025 l'exploitant a déclaré avoir envoyé respectivement à l'enfouissement en ISDND 3710t, 2350 t et 721 t de déchets non dangereux. Lors de la visite, l'exploitant a déclaré qu'il s'agit principalement des déchets de pulpeurs qui sont désormais valorisés dans la chaudière n°17. Le jour de la visite, il a déclaré que la baisse de 2025 est due à la mise en service de la chaudière n°17 mi-2025 et a déclaré que la chaudière n'avait pas subi d'arrêt ayant nécessité un traitement externe de ces déchets en 2026.</p> <p><b>Observation:</b> Il est rappelé à l'exploitant que l'incinération en interne de ces déchets doit être déclarée dans GERE et qu'en cas d'arrêt de la chaudière, ces déchets doivent faire l'objet d'une valorisation énergétique externe et non d'un enfouissement pour respecter la hiérarchie des modes de traitement des déchets</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite